

## CUADERNILLOS JURÍDICOS

Texto: Comité Jurídico de la Cámara Franco-Española  
Tfno. 91 307 21 00 - www.lachambre.es

# Responsabilité pénale des personnes juridiques

## 1. INTRODUCTION

Dans le droit espagnol, il existait traditionnellement un principe général comme quoi *les sociétés ne pouvaient pas commettre de délits* (ou, en latin, *societas delinquere non potest*). Nous avons dit « il existait », puisque ce principe a été définitivement dérogé avec la réforme introduite par la Ley Orgánica 5/2010, du 22 juin, laquelle a modifié la Ley Orgánica 10/1995, du 23 novembre, du Code Pénal (ci-après, « Ley Orgánica 5/2010 »). Cette loi a introduit dans le Code Pénal le principe de la responsabilité pénale des personnes juridiques.

Cette réforme a apporté une solution à plus d'un problème causé par l'exécution des conduites délictueuses (la plupart de droit pénal économique) au nom ou au profit d'une personne juridique. Dans ce type de délits, il était souvent très compliqué de déterminer qui était la personne physique qui se trouvait réellement derrière le délit, et, d'un autre côté, la responsabilité civile de la personne juridique pour des délits commis en son nom ne satisfaisait pas pleinement la justice puisque, souvent, le montant des indemnités pour les victimes était sensiblement inférieur au profit obtenu par l'entreprise avec l'acte illicite.

Avant de commencer l'analyse de la loi citée et des autres lois qui ont modifié ce régime de responsabilité, nous devons préciser que le 31 mars 2015 a été publiée dans le BOE, la Ley orgánica 1/2015, du 30 mars, qui modifie la Ley Orgánica 10/1995, du 23 novembre, du Code Pénal (ci-après, « Ley Orgánica 1/2015 »). L'entrée en vigueur de cette loi aura lieu le 1<sup>er</sup> juillet 2015 (date prévue par la loi). Cette loi apporte une nouvelle configuration à la responsabilité pénale et nous y ferons référence dans les derniers paragraphes de cet article.

## 2. RÈGLES GÉNÉRALES

L'énoncé général de la responsabilité pénale des personnes juridiques fait partie de la partie générale du Code Pénal, plus concrètement il apparaît dans l'article 31 bis. Cet article établit trois conditions essentielles et cumulatives (une desquelles se divise en deux éléments alternatifs). En vertu de cet article, une personne juridique peut uniquement être déclarée pénalement responsable d'un fait si celui-ci a été commis :

- Ou bien par ses représentants ou administrateurs, de droit ou de fait, ou
- Par les personnes qui, étant soumises à l'autorité des personnes indiquées ci-dessus, ont pu le commettre en raison d'un contrôle insuffisant, étant donné les circonstances du cas ; et
- Au nom et pour le compte de la personne juridique, et
- A son profit.

L'absence d'une de ces conditions a comme conséquence l'exclusion de la responsabilité pénale de la personne juridique, responsabilité autonome (et non indépendante) de celle des personnes physiques mentionnées. C'est-à-dire, le fait que la personne physique qui a exécuté la conduite ne puisse pas être individualisée, ou, que le procès pénal ne puisse pas être dirigé contre elle, n'aura aucune influence sur la responsabilité pénale

# sinergias

# Responsabilidad penal de las personas jurídicas

## 1. INTRODUCCIÓN

En el derecho español ha sido un principio general de honda raigambre que *las sociedades no pueden delinquir* (o, en latín, *societas delinquere non potest*). Decimos que "ha sido", porque este principio ha quedado definitivamente *derogado* con la reforma introducida por la Ley Orgánica 5/2010, de 22 de junio, por la que se modifica la Ley Orgánica 10/1995, de 23 de noviembre, del Código Penal (en adelante, "Ley Orgánica 5/2010"), que introdujo en el Código Penal el principio de la responsabilidad penal de las personas jurídicas.

La mencionada reforma vino a poner solución a más de un problema que planteaba la ejecución de conductas delictivas (la mayor parte, de derecho penal económico) en nombre o para provecho de una persona jurídica. En este tipo de delitos, muchas veces resultaba imposible discernir quién era la persona física que en realidad se hallaba detrás de la comisión del delito y, por otra parte, la responsabilidad civil de la persona jurídica en delitos cometidos en su seno no siempre daba plena satisfacción a la justicia dado que en muchas ocasiones, el importe a indemnizar a las víctimas (medida de la responsabilidad civil) era sensiblemente inferior al provecho obtenido por la corporación a través de la comisión del ilícito.

Antes de iniciar el análisis de la ley citada y las demás que han modificado este régimen de responsabilidades, debemos añadir que el 31 de marzo de 2015 se publicó en el BOE la Ley Orgánica 1/2015, de 30 de marzo, por la que se modifica la Ley Orgánica 10/1995, de 23 de noviembre, del Código Penal (en adelante, "Ley Orgánica 1/2015"), cuya entrada en vigor se producirá el 1 de julio de 2015 (según lo prevé la misma ley), que afecta a la actual configuración de la responsabilidad penal y a la que haremos una breve referencia en los párrafos finales del presente trabajo.

## 2. REGLAS GENERALES.

El enunciado general de la responsabilidad penal de las personas jurídicas está regulado en la parte general del Código Penal, concretamente en su artículo 31 bis, que establece tres requisitos esenciales y acumulativos (uno de los cuales se desdobra en dos elementos alternativos). En virtud de lo dispuesto por este artículo, una persona jurídica sólo puede ser declarada penalmente responsable por un hecho si éste se ha cometido:

- Ya sea por sus representantes o administradores, de hecho de derecho; o
- Por las personas que, estando sometidas a la autoridad de las personas anteriormente mencionadas, hayan podido cometerlo por no haberse ejercido sobre ellos el debido control, atendidas las circunstancias del caso; y
- En nombre o por cuenta de la persona jurídica; y
- En su provecho.

La ausencia de alguno de estos requisitos excluye la responsabilidad penal de la persona jurídica, responsabilidad que es autónoma (no independiente) de la de las personas físicas mencionadas. Es decir, el hecho de que no se pueda individualizar a la persona física que ha ejecutado la conducta o no se pueda dirigir el proceso penal contra ella, no influirá sobre la responsabi-



de la société. Mais nous ne pouvons pas parler d'indépendance, puisque nous ne pouvons pas faire abstraction du fait qu'un délit a été commis par des personnes physiques, pour déterminer la responsabilité d'une société.

Il faut préciser que, dans le cas où le manque de contrôle de la part des représentants ou administrateurs de la société ait rendu possible la commission du délit par leurs subordonnés, la responsabilité pénale n'est pas forcément transférée aux gérants. Il existe des cas où uniquement seront considérées comme responsables, la personne juridique et les personnes physiques qui ont commis le délit.

L'existence d'un profit pour la personne juridique est une condition indispensable. Ce concept ne se limite pas au profit économique (bénéfice, gain patrimonial ou économie de coûts), mais peut prendre la forme de publicité, gain de réputation, implantation sur des marchés, suppression ou discrédit de la concurrence, etc.

D'un autre côté, le point 5 de cet article exclut de toute responsabilité pénale les entités de droit public des trois niveaux étatiques, internationales et communautaires ainsi que d'autres organisations d'intérêt public (art. 31 bis-5). La Ley Orgánica 5/2010 a inclus parmi les entités exemptées de responsabilité pénale les syndicats et partis politiques. La Ley Orgánica 7/2012, du 27 décembre, qui modifia la Ley Orgánica 10/1995, du 23 novembre, du Code Pénal, en matière de transparence et de lutte contre le fraude fiscal et à la Sécurité Sociale, a supprimé cette exception, et donc actuellement, elles sont pénalement responsables.

La transformation, fusion, acquisition ou scission d'une personne juridique n'éteindra pas sa responsabilité (laquelle se transférera ou étendra à l'entité ou entités résultants de l'opération). Mais le tribunal pourra modérer le transfert de la pénalité en fonction du pourcentage que la personne juridique responsable originellement du délit aura dans la deuxième entité. La responsabilité ne sera pas éteinte non plus dans le cas d'une dissolution cachée ou simplement apparente de la personne juridique. Il est considéré que ce cas peut se donner quand l'activité économique continue, en conservant l'identité substantielle des clients, fournisseurs et employés, ou d'une partie importante de ces derniers.

En outre, l'article 129 du Code Pénal (inclus aussi dans la partie générale) habilite le Juge pour imposer aux organisations sans personnalité juridique, comme pénalité accessoire, le contenu des pénalités prévues dans les points c) à g) de l'article 33.7 du Code (pouvant arriver jusqu'à l'interdiction définitive de n'importe quelle activité, même licite). Et ceci, comme conséquences accessoires à la pénalité qui correspondrait à l'auteur du délit. Pour cela, il est nécessaire que le Code le prévoie expressément ou qu'il s'agisse de délits pour lesquelles le Code permet d'exiger responsabilité pénale aux personnes juridiques.

### 3. CIRCUNSTANCES ATTENUANTES DE LA RESPONSABILITÉ

Ces circonstances sont prévues dans l'article 31 bis point 4. Il s'agit de quatre comportements, réalisés par la personne juridique par le biais de ses représentants légaux, après avoir commis le délit et au moment indiqué dans chaque cas, qui peuvent être pris en compte par le juge pour limiter la responsabilité de la personne juridique :

- Avant de savoir que la procédure judiciaire est dirigée contre elle : avoir déclaré l'infraction aux autorités compétentes.
- Avant le début du procès-verbal:
  - Avoir réparé ou diminué le dommage causé.
  - Avoir établi des mesures efficaces pour prévenir et découvrir les délits qui pourraient être commis dans le futur avec les moyens ou sous la couverture de la personne juridique.
- À n'importe quel moment du procès : avoir collaboré avec les recherches

de la corporation. Pero no existe independencia dado que no se puede prescindir de la comisión de un hecho delictivo por personas físicas para imputar responsabilidad a una corporación.

Cabe aclarar que, en el caso de que la falta de control por parte de los representantes o administradores de la empresa haya hecho posible la comisión del delito por sus subordinados, la responsabilidad penal no se traslada necesariamente a los gestores; puede darse el caso de que sólo sean imputables la persona jurídica y las personas físicas autoras del hecho delictivo.

Obsérvese que es indispensable el provecho para la persona jurídica, concepto que no se limita al provecho económico (lucro, ganancia patrimonial o economía de gastos), sino que puede ser provecho bajo la forma de publicidad, adquisición de reputación, inserción en mercados, supresión o descrédito de competencia, etc.

Por otra parte, el apartado 5 de este artículo excluye de la atribución de responsabilidad penal a entidades de derecho público de los tres niveles del estado, internacionales y comunitarias así como a otras organizaciones de interés público (art. 31 bis apartado 5). La Ley Orgánica 5/2010 incluyó entre las entidades exentas de responsabilidad penal a los sindicatos y partidos políticos; mas la Ley Orgánica 7/2012, de 27 de diciembre, por la que se modifica la Ley Orgánica 10/1995, de 23 de noviembre, del Código Penal en materia de transparencia y lucha contra el fraude fiscal y en la Seguridad Social suprimió esa excepción, por lo que hoy son penalmente responsables.

La transformación, fusión, absorción o escisión de una persona jurídica no extinguirá su responsabilidad (que se trasladará o extenderá a la entidad o entidades resultantes de la operación), aunque el Tribunal podrá moderar el traslado de la pena en función de la proporción que la persona jurídica originariamente responsable del delito guarde con la segunda entidad. Tampoco se extinguirá la responsabilidad ante una disolución encubierta o meramente aparente de la persona jurídica, considerándose que existe este supuesto cuando se continúe su actividad económica, manteniéndose la identidad sustancial de clientes, proveedores y empleados, o de la parte más relevante de ellos.

Por su parte, en el artículo 129 del Código Penal (también incluido en la parte general) se habilita al Juez para imponer a organizaciones sin personalidad jurídica, como pena accesoria, uno o más de los contenidos de las penas previstos en los apartados c) a g) del artículo 33.7 del Código (pudiendo llegar hasta la prohibición definitiva de llevar a cabo cualquier actividad, aunque sea lícita), en calidad de consecuencias accesorias a la pena que corresponda al autor del delito. Para ello es necesario que el Código lo prevea expresamente o se trate de delitos por los que el Código permite exigir responsabilidad penal a las personas jurídicas.

### 3. CIRCUNSTANCIAS ATENUANTES DE LA RESPONSABILIDAD

Están establecidas en el artículo 31 bis apartado 4 y consisten en cuatro comportamientos que, realizados por la persona jurídica a través de sus representantes legales, después de la comisión del delito y durante el momento que se indica en cada caso, pueden ser consideradas por los jueces para atenuar su responsabilidad:

- Antes de conocer que el procedimiento judicial se dirige contra ella: Haber procedido a confesar la infracción ante las autoridades correspondientes.
- Antes del comienzo del juicio oral:
  - Haber procedido a reparar o disminuir el daño causado
  - Haber establecido medidas eficaces para prevenir y descubrir los delitos que en el futuro pudieran cometerse con los medios o bajo la cobertura de la persona jurídica.
- En cualquier momento del proceso: Haber colaborado en la investigación,



en présentant des nouvelles preuves décisives pour éclaircir les responsabilités pénales résultant des faits.

#### 4. PÉNALITÉS APPLICABLES AUX PERSONNES JURIDIQUES

Les pénalités qui peuvent être appliquées aux personnes juridiques, énumérées dans le point 7 de l'article 33 du Code Pénal, sont les suivantes :

- a) Amende.
- b) Dissolution, et donc perte définitive de sa personnalité juridique et de sa capacité pour agir de n'importe quelle façon dans le trafic juridique, ou accomplir n'importe quelle activité, même licite.
- c) Suspension d'activités pendant un délai non supérieur à cinq ans.
- d) Clôture des locaux et établissements pendant un délai qui ne pourra pas être supérieur à cinq ans.
- e) Interdiction, temporaire ou définitive, de réaliser dans le futur les activités par l'exercice desquelles le délit a été commis, favorisé ou encourt. S'il s'agit d'une interdiction temporaire, le délai ne pourra pas dépasser les quinze ans.
- f) Incapacité pour obtenir des subventions et des aides publiques, pour signer des contrats avec le secteur public et pour bénéficier d'aides fiscales ou de la Sécurité Sociale, pendant un délai qui ne pourra pas dépasser les quinze ans.
- g) Contrôle judiciaire, de toute ou une partie de l'organisation, pour sauvegarder les droits des salariés ou des créanciers pendant le temps estimé nécessaire. Le délai ne pourra pas dépasser une durée de cinq ans.

Pendant l'instruction, le juge pourra fixer des mesures préventives comme la clôture temporaire des locaux ou établissements, la suspension des activités sociales et l'intervention judiciaire.

Parmi toutes les pénalités indiquées, l'amende pourra être établie dans tous les cas et c'est pour ça que nous pensons qu'elle sera privilégiée dans les condamnations aux personnes juridiques. Le montant pourra être calculé, par le biais d'une quotité ou de façon proportionnelle à un des éléments suivants : dommage causé, valeur de l'objet du délit, quantité fraudée ou indûment obtenue ou bénéfice qu'elle aurait pu obtenir. La première formule sera calculée par le biais d'un montant journalier. Celui-ci devrait être de minimum trente euros et maximum cinq mille et les jours devront être établis pour un minimum de 10 et un maximum de cinq ans.

Nous ne devons pas oublier que, dès le moment où les personnes juridiques peuvent être pénalement condamnées, elles pourront aussi faire l'objet de pénalités accessoires aux délits prévues par l'article 127 du Code Pénal. La principale pénalité étant la saisie des biens avec lesquels le délit aura été préparé ou exécuté et des biens obtenus comme résultat du délit.

Comme dernier commentaire en ce qui concerne la condamnation des personnes juridiques, il faut souligner que les juges doivent tenir compte dans leur détermination des droits des salariés et des créanciers et de l'intérêt social de la continuité de l'exploitation. Il s'agit du motif principal dans le choix de la peine de contrôle judiciaire.

#### 5. DÉLITS POUR LESQUELLES LES PERSONNES JURIDIQUES PEUVENT ÊTRE CONDAMNÉS.

Mise à part les éléments généraux de la responsabilité pénale des personnes juridiques que nous avons vus, il faut indiquer que ces dernières ne pourront pas être jugées pour n'importe quel fait typifié dans le Code Pénal mais que, pour que cela soit possible, le type de délit doit prévoir expressément la possibilité d'une telle imputation. Par la suite, nous énumérons les délits qui la prévoient et la corrélation avec l'article du Code

apportando pruebas que fueran nuevas y decisivas para esclarecer las responsabilidades penales dimanantes de los hechos.

#### 4. PENAS APLICABLES A LAS PERSONAS JURÍDICAS

Las penas que se pueden aplicar a las personas jurídicas, enumeradas en el apartado 7 del artículo 33 del Código Penal, son las siguientes:

- a) Multa
- b) Disolución, que producirá la pérdida definitiva de su personalidad jurídica, así como la de su capacidad para actuar de cualquier modo en el tráfico jurídico, o llevar a cabo cualquier actividad, aunque sea lícita.
- c) Suspensión de actividades por un plazo no superior a cinco años.
- d) Clausura de sus locales y establecimientos por un plazo que no podrá exceder de cinco años.
- e) Prohibición, temporal o definitiva, de realizar en el futuro las actividades en cuyo ejercicio se haya cometido, favorecido o encubierto el delito. Si fuere temporal, el plazo no podrá exceder de quince años.
- f) Inhabilitación para obtener subvenciones y ayudas públicas, para contratar con el sector público y para gozar de beneficios e incentivos fiscales o de la Seguridad Social, por un plazo que no podrá exceder de quince años.
- g) Intervención judicial, de toda la organización o limitada a algunas de sus localizaciones, para salvaguardar los derechos de los trabajadores o de los acreedores por el tiempo que se estime necesario, que no podrá exceder de cinco años.

Respecto a las medidas cautelares, el juez instructor podrá decretar con tal carácter, durante la instrucción de la causa, la clausura temporal de los locales o establecimientos, la suspensión de las actividades sociales y la intervención judicial.

De todas las penas enumeradas, la multa se podrá imponer en todos los casos y por ello, creemos que será la prevalente en las condenas a personas jurídicas. Su cuantificación se puede efectuar, bien por cuota, bien en forma proporcional a uno de los siguientes elementos: daño causado, valor del objeto del delito, cantidad defraudada o indebidamente obtenida, o beneficio que hubiera podido obtener o facilitar la corporación a través de la comisión del mismo. La primera fórmula se calculará por cuota-día, teniendo la cuota un mínimo de treinta euros y un máximo de cinco mil y los días, un mínimo de diez y un máximo de cinco años.

No debemos olvidar que desde el momento en que las personas jurídicas pueden ser penalmente condenadas, también se les podrá imponer las penas accesorias a los delitos establecidas en el artículo 127 del Código Penal, siendo la principal el decomiso de los bienes con que se haya preparado o ejecutado y los obtenidos mediante su comisión.

Como último comentario respecto a la condena a las personas jurídicas, destacar que en su determinación los jueces deben tener en consideración los derechos de los trabajadores y de los acreedores y el interés social en la continuidad de la explotación, que son el motivo principal para la elección de la pena de intervención judicial.

#### 5. DELITOS POR LOS QUE PUEDEN SER CONDENADAS LAS PERSONAS JURÍDICAS.

Sin perjuicio de los elementos generales de la responsabilidad penal de las personas jurídicas que hemos visto, las mismas no podrán ser imputadas por cualquiera de los hechos tipificados en el Código Penal sino que, para que ello sea posible, el tipo debe prever expresamente la posibilidad de tal imputación. A continuación enumeramos los tipos que la prevén, correlacionados con el artículo del Código Penal que lo establece: (ver tabla)



DÉLIT	ARTICLE DU CODE PÉNAL
Trafic illégal d'organes	156 bis
Trafic d'êtres humains	177 bis
Délits relatifs à la prostitution et à la corruption de mineurs	189 bis
Découverte et révélation de secrets et de données personnelles	197
Escroqueries et fraudes	251 bis
Insolvabilités punissables	261 bis
Dommages informatiques	264
Délits contre la propriété intellectuelle et industrielle, le marché et les consommateurs	288
Blanchiment de capitaux	302
Délits fiscaux et contre la Sécurité Sociale	310 bis
Délits contre les droits des salariés	318
Délits contre les droits des citoyens étrangers	318 bis
Délits de construction, édification ou aménagement illégal	319
Délits environnementaux	327 y 328
Délits relatifs à l'énergie nucléaire et aux radiations ionisantes	343
Délits liés aux dangers provoqués par des explosifs	348
Délits contre la santé publique dans la modalité de trafic de drogues	369 bis
Moyens de paiement faux	399 bis
Corruption	427
Trafic d'influences	430
Corruption de fonctionnaires étrangers	445
Financement du terrorisme	576 bis

**Pénal qui l'établit : TABLA**

Il existe d'autres délits pénaux, lesquels à notre avis, devraient impliquer la responsabilité des personnes juridiques et que, toutefois, n'ont pas été inclus dans ce catalogue, comme celui d'administration déloyale (art. 252, uniquement pour les cas où l'administration est effectuée par une personne juridique), détournement de fonds (art. 252 à 254), dissimulation d'actifs (art. 257), délits relatifs à la protection de la flore et de la faune (art. 332 à 336), quelques cas de falsification de documents (art. 392 à 396 y 399), possession, trafic et dépôt d'armes, munitions ou explosifs (art. 563 à 570), etc.

D'autre part, il existe aussi des articles qui autorisent au Juge à interposer les mesures accessoires de l'article 129 du Code Pénal, aux organisations qui ont commis certains délits, comme par exemple les articles 262 (modification des prix lors de concours et enchères publiques), 294 (délits sociétaires), 318 (délits contre les droits de salariés) et 386 (falsification de monnaies et timbres).

Pour finir, la Ley Orgánica 5/2010 a introduit une importante nouveauté dans le plan procédural puisque les normes existantes ne prévoyaient pas la possibilité d'intervenir une personne juridique en tant qu'assujetti dans une procédure pénale. Certaines modifications nécessaires ont été introduites par la Ley 31/2011, du 10 octobre, laquelle prévoit des mesures de simpli-

DELITO	ARTÍCULO DEL CÓDIGO PENAL
Tráfico ilegal de órganos	156 bis
Trata de seres humanos	177 bis
Delitos relativos a la prostitución y la corrupción de menores	189 bis
Descubrimiento y revelación de secretos y datos personales	197
Estafas y fraudes	251 bis
Insolvencias punibles	261 bis
Daños informáticos	264
Delitos contra la propiedad intelectual e industrial, el mercado y los consumidores	288
Blanqueo de capitales	302
Delitos contra la hacienda pública y la seguridad social	310 bis
Delitos contra los derechos de los trabajadores	318
Delitos contra los derechos de los ciudadanos extranjeros	318 bis
Delitos de construcción, edificación o urbanización ilegal	319
Delitos contra el medio ambiente	327 y 328
Delitos relativos a la energía nuclear y a las radiaciones ionizantes	343
Delitos de riesgo provocado por explosivos	348
Delitos contra la salud pública en la modalidad de tráfico de drogas	369 bis
Falsedad en medios de pago	399 bis
Cohecho	427
Tráfico de influencias	430
Corrupción de funcionario extranjero	445
Financiación del terrorismo	576 bis

Hay algunos otros tipos penales que, en nuestra opinión, deberían permitir la imputación de responsabilidad a las personas jurídicas y que, sin embargo, no han sido incluidos en este catálogo, como el de administración desleal (art. 252, sólo para los casos en que la administración esté a cargo de una persona jurídica), apropiación indebida (art. 252 a 254), alzamiento de bienes (art. 257), delitos relativos a la protección de la flora y de la fauna (arts. 332 a 336), algunos supuestos de falsedad de documentos (arts. 392 a 396 y 399), tenencia, tráfico y depósito de armas, municiones o explosivos (arts. 563 a 570), etc.

Por otra parte, también existen artículos que autorizan al Juez a imponer las medidas accesorias del art. 129 del Código Penal a organizaciones relacionadas con la comisión de los hechos tipificados, como por ejemplo los artículos 262 (alteración de precios en concurso y subastas públicas), 294 (delitos societarios), 318 (delitos contra los derechos de los trabajadores) y 386 (falsificación de moneda y efectos timbrados).

Por último, la Ley Orgánica 5/2010 introdujo una importante novedad en el plano procesal penal, ya que el ordenamiento respectivo no preveía la posibilidad de intervención de una persona jurídica en carácter de sujeto pasivo en el proceso penal. Algunas de las necesarias modificaciones de la ley procedimental fueron introducidas por la Ley 37/2011, de 10 de octubre, de medidas de agilización procesal, a través de la modificación de los artí-



fication procédurale par le biais de la modification des articles 119, 409 bis, 544 quater, 554, 746, 786 bis, 787 y 839 de la Loi de procédure criminelle.

## VI. MODIFICATIONS DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES PERSONNES JURIDIQUES, PRÉVUES PAR LA LEY ORGÁNICA 1/2015, DU 30 MARS. LOI QUI MODIFIE LA LEY ORGÁNICA 10/1995, DU 10 NOVEMBRE, DU CODE PENAL

Tel qu'indiqué au tout début de cet article, le 31 mars dernier a été publié dans le BOE la Ley Orgánica 1/2015, laquelle modifie une quantité considérable d'articles du Code Pénal (l'entrée en vigueur est prévue pour le 1er juillet prochain). Parmi ces articles, il y en a plusieurs qui font référence à la responsabilité pénale des personnes juridiques. Dans la mesure où l'extension de cet article ne nous permet pas d'effectuer une analyse minutieuse de la Ley Orgánica récemment approuvée, nous mentionnerons uniquement les aspects qui nous paraissent les plus importants.

En ce qui concerne les conditions nécessaires pour que la personne juridique puisse être responsable criminellement, les personnes physiques qui ont commis l'acte illicite doivent être ses représentants légaux, ou, des personnes, qui, agissant individuellement ou comme membres d'un organe de la personne juridique, sont autorisées à prendre des décisions en son nom ou ont des fonctions d'organisation et contrôle au sein de la personne juridique. Les faits commis par manque de contrôle des supérieurs, ont dû être commis dans l'exercice d'activités sociales.

Il a été inclus une circonstance exonératoire de la responsabilité. Il s'agit de la possibilité pour les organes administratifs des personnes juridiques, d'avoir introduit, avant la réalisation d'un délit pénal, des plans d'organisation et de gestion efficaces pour la prévention de délits au sein de la société. De ce fait, et, sous certaines conditions, les juges pourront l'exonérer de responsabilité pénale (ou pourront les considérer comme des faits atténuants si la preuve ne conduit pas à une accréditation totale de l'existence ou portée des mécanismes implantés). Il est précisé aussi que les circonstances qui frappent la responsabilité de la personne physique qui a commis les faits, n'influenceront pas sur la responsabilité de la personne juridique.

Sept nouveaux articles (du 127 bis au 127 octies) ont été ajoutés pour élargir la nature des biens, effets et gains relatifs au délit commis qui peuvent faire l'objet d'une confiscation et les circonstances qui autorisent l'application de cette conséquence accessoire.

D'autre part, le catalogue de délits pour lesquelles le Juge est autorisé à déclarer une personne juridique comme pénalement responsable, a été élargi. Il a été inclus le fait d'empêcher l'exécution judiciaire de biens (art. 258 ter), les délits de corruption dans le marché d'affaires (nouvelle création, art. 288), le financement illégal de partis politiques (art. 304 bis), les délits contre la santé publique dans toutes ses modalités (et pas en se limitant à celle de trafic de drogues, comme dans la rédaction actuelle, art. 366), la falsification de monnaies (art. 386) et la haine raciale ou discriminatoire (art. 510 bis).

culos 119, 409 bis, 544 quater, 554, 746, 786 bis, 787 y 839 de la Ley de Enjuiciamiento Criminal.

## 6. MODIFICACIONES A LA RESPONSABILIDAD PENAL DE LAS PERSONAS JURÍDICAS, INTRODUCIDAS POR LA LEY ORGÁNICA 1/2015, DE 30 DE MARZO, DE MODIFICACIÓN DE LA LEY ORGÁNICA 10/1995, DE 10 DE NOVIEMBRE, DEL CÓDIGO PENAL.

Como hemos mencionado al principio de este trabajo, el 31 de marzo se publicó en el BOE la Ley Orgánica 1/2015, que modifica una gran cantidad de artículos del Código Penal (cuya entrada en vigencia está prevista para el 1 de julio próximo), entre ellos varios referidos a la responsabilidad penal de las personas jurídicas. Dado que la extensión del presente no nos permite realizar un análisis pormenorizado de la Ley Orgánica recientemente aprobada por las Cortes, destacaremos sólo los aspectos que consideramos más relevantes.

En cuanto a los requisitos necesarios para que la persona jurídica pueda resultar criminalmente responsable, las personas físicas que cometen el ilícito deben ser sus representantes legales o aquellas personas que actuando individualmente o como integrantes de un órgano de la persona jurídica, están autorizados para tomar decisiones en su nombre u ostentan facultades de organización y control dentro de la misma. Los hechos cometidos por falta de control de los superiores, deben ser cometidos en el ejercicio de las actividades sociales.

Se incorpora una circunstancia eximente de la responsabilidad, consistente en la posibilidad de que los órganos administrativos de las personas jurídicas, antes de la comisión de un ilícito penal, hayan implantado planes de organización y gestión eficaces para la prevención de la comisión de delitos en su seno, que, bajo ciertas condiciones, habilitará a los jueces para eximir la de responsabilidad penal (o se podrá aplicar como atenuante si la prueba no conduce a una acreditación plena de la existencia o alcance de los mecanismos implantados). También se aclara que las circunstancias que afecten la responsabilidad de la persona física que haya cometido el hecho no influirán sobre la responsabilidad de la persona jurídica.

Se agregan siete artículos (desde el 127 bis al 127 octies), que amplían la naturaleza de bienes, efectos y ganancias relacionados con la comisión de un ilícito que pueden ser objeto de decomiso y las circunstancias que autorizan la aplicación de esta consecuencia accesoria.

Por otra parte, se amplía el catálogo de delitos por los que se autoriza al Juez a declarar penalmente responsable a una persona jurídica, incluyéndose la frustración de la ejecución judicial de bienes (art. 258 ter), los delitos de corrupción en los negocios (de nueva creación, art. 288), la financiación ilegal de partidos políticos (art. 304 bis), los delitos contra la salud pública en todas sus modalidades (no limitándose a la de tráfico de drogas, como en la redacción actual, art. 366), la falsificación de moneda (art. 386) y el odio racial o discriminatorio (art. 510 bis).

"La Chambre Franco-Espagnole de Commerce et d'Industrie - " La Chambre " - et les auteurs des " Cahiers Juridiques " publiés avec ce bulletin, ont cherché à ce que toutes les informations qui y figurent soient conformes aux dispositions juridiques existant à la date de clôture de ce bulletin. Ils ne peuvent pas garantir que ça sera le cas ou que les opinions ou les interprétations qui sont reprises dans les " Cahiers Juridiques " soient nécessairement appropriés ou susceptibles d'être évaluées d'une manière différente ou interprétées autrement par des tiers ou par les parties concernées par cette analyse et/ou interprétation.

Les " Cahiers Juridiques " sont diffusés à titre informatif exclusivement. Ainsi, ni " La Chambre " ni les auteurs des " Cahiers Juridiques " assument aucune responsabilité quant aux contenus, aux opinions et interprétations figurant dans ceux-ci. Ils ne se responsabilisent pas pour les dommages et intérêts qu'ils pourraient causer à ceux qui font usage de cette information et/ou cessent (s'abstiennent) d'agir ou agissent suite à une information contenue dans cette publication. " La Chambre " rappelle à ses lecteurs l'intérêt de se faire assister par un conseil légal de qualité et indépendant toujours adapté à leurs besoins."

"La Cámara Franco-Española de Comercio e Industria - " La Chambre " - y los autores de los " Cuadernillos Jurídicos " publicados con esta Revista, han procurado que todas las informaciones contenidas en los mismos se ajustan a las disposiciones legales existentes en la fecha de cierre de la edición, pero no pueden garantizar que tal sea el supuesto ni que las opiniones o interpretaciones que se vierten en los " Cuadernillos Jurídicos " sean necesariamente adecuadas o susceptibles de ser analizadas de manera distinta o interpretadas de otro modo por terceros o por quien compete dicho análisis y/o interpretación.

Los " Cuadernillos Jurídicos " se divulgan a efectos exclusivamente informativos. Así, ni " La Chambre " ni los autores de los " Cuadernillos Jurídicos " asumen responsabilidad alguna por los contenidos de los mismos, ni las opiniones e interpretaciones que en ellos aparecen, ni asumen por tanto responsabilidad alguna por pérdidas y/u otros perjuicios, cualesquiera que sean, que pudieran ocasionarse a quienes hagan uso de estas informaciones y/o actúen o dejen de actuar al amparo o como consecuencia de alguna información contenida en esta publicación. " La Chambre " recuerda a sus lectores la necesidad de obtener un asesoramiento legal de calidad e independiente en cada caso, adaptado a sus necesidades."